



*Edition revue et augmentée, publiée au format poche, elle prend en compte l'actualité et les décisions prises depuis sa première édition.*

*Ce livre a reçu le Prix lycéen "Lire l'économie" 2013 qui récompense un ouvrage d'économie faisant œuvre de pédagogie et participant à une très large diffusion de la culture économique.*

L'impasse économique dans laquelle la crise financière a plongé des États désemparés, alimentée par une véritable fascination pour les marchés financiers, occulterait-elle une solution de sortie de crise originale ?

Depuis 2010, la crise financière des crédits subprimes s'est transformée en une crise des dettes publiques, et tout semble indiquer que le pire est encore devant nous. L'impasse dans laquelle les marchés financiers enferment l'économie européenne va jusqu'à remettre en cause les institutions mêmes du vivre-ensemble européen... Y a-t-il d'autres issues que la généralisation des plans d'austérité budgétaire, le paiement des dettes bancaires par les contribuables et la déflation ? L'auteur met en lumière les illusions qui brouillent le débat public actuel. Il montre en particulier que la contrainte énergétique et climatique est l'élément déterminant qui conditionne toute prospérité durable en Europe, et souligne l'exigence de la placer au cœur d'un nouveau projet qui échappe à l'addiction mortifère de notre économie à l'égard d'une finance dérégulée. Il explique que la transition écologique est un projet de société capable de sortir l'Europe du piège où l'a précipitée la démesure financière et suggère des pistes pour lever les obstacles financiers à sa mise en œuvre.

Ce livre a fait l'objet de très nombreux articles de presse soulignant la clarté et l'audace des propos de l'auteur

Voir la vidéo : <https://www.youtube.com/watch?v=7Isx9ErtqVA>

*Quelques extraits pour donner l'envie de lire un ouvrage très clairement écrit, bien qu'il aborde des notions et procédures dont les médias ne révèlent que l'écume...*

*Page 7* - Je ne crois pas qu'il puisse y avoir de lecture sans le risque d'un acte d'interprétation et donc sans l'engagement d'une liberté... Chacune de nos interprétations exige de pouvoir être discutée publiquement, de même que toute assertion scientifique doit pouvoir être réfutée.

*Page 13* - La crise européenne n'est pas d'abord une crise des finances publiques mais une crise de la finance dérégulée.

*Page 14* - La rénovation thermique des bâtiments, puis la mobilité, créeraient plusieurs millions d'emplois, diminuerait notre dépendance énergétique, contribuerait à rétablir notre balance commerciale, favoriserait la réindustrialisation des filières externalisées à l'étranger et constituerait sans doute le meilleur instrument de lutte contre l'inflation...

Sans une impulsion politique, par-delà la logique financière de court terme, ces investissements n'auront jamais lieu.

*Page 17* - Une pyramide de Ponzi consiste à rémunérer les investissements effectués par des clients au moyen des fonds procurés par les nouveaux entrants. La Chaîne s'interrompt (et s'effondre) quand les sommes procurées par les nouveaux entrants ne suffisent plus à couvrir les rémunérations des clients précédents.

*Page 20* - La titrisation est une opération grâce à laquelle vous transformez une créance que vous détenez en un actif financier que vous pouvez échanger sur un marché. C'est le jeu auquel se sont livrés les institutions financières qui ont échangé sur les marchés internationaux les titres de créances *subprimes*. Il ressemble à celui de la patate chaude.

*Page 25* - Pourquoi tant de banques ont-elles été piégées (en 2008) ? Parce qu'elles ont accordé des crédits ou vendu des créances, eux-mêmes hypothéqués sur ces crédits *subprimes*.

*Page 26* - De manière plus profonde, on peut comprendre l'effet pervers de la titrisation comme le résultat d'une opération qui a finalement consisté à transformer la relation de confiance entre un créancier et son débiteur en un bien de propriété privée. La titrisation consiste donc à métamorphoser le crédit et la confiance qui l'accompagnent en une marchandise .

*Page 34* - Les CDS (*Credit Default Swap*, ou couverture de défaillance) sont des actifs financiers qui servent de contrat d'assurance sur le risque de crédit.

Le marché des CDS représentait environ 60 000 milliards de dollars à la veille de la crise 2007 soit l'équivalent du PIB mondial.

Deux caractéristiques majeures distinguent les CDS des contrats d'assurance classique :

1/ vous pouvez vous assurer en achetant des CDS contre un risque que vous ne portez pas

2/ vous pouvez vous assurer plusieurs fois au moyen de CDS.

Ce qui est interdit pour un contrat d'assurance est autorisé pour un CDS : vous pouvez acheter plusieurs fois de la protection contre un risque qui ne vous concerne pas.

A l'issue de l'année 2008, la finance mondiale aura perdu 25 000 milliards de dollars de capitalisation boursière, soit environ 10 fois le PIB français.

*Page 35* - Mieux encore les institutions qui se livrent à ce genre de jeux peuvent fort bien ne pas être des banques mais des membres *du secteur bancaire de l'ombre*, c'est-à-dire des fonds spéculatifs ou des *Special Purpose vehicle* (SPV), ou autre institution, qui permettent notamment aux banques de pratiquer des opérations invisibles sur leur bilan.

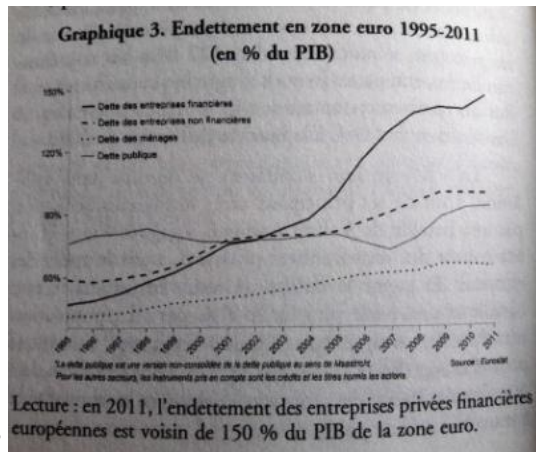
*page 36* - Goldman avait parié contre CIT en achetant des contrats CDS sur le dos de cette banque, sur un marché de gré à gré... Conclusion, Goldman pouvait gagner plus d'argent si CIT faisait faillite que si elle réussissait à rembourser sa dette ! Pile, je gagne. Face, tu perds !

Autre exemple d'utilisation pernicieuse des CDS : la Grèce (*à découvrir dans le livre !*)

*Page 42* - L'introduction des CDS est extrêmement pernicieuse en ceci qu'à l'instar de la titrisation, elle détruit toute relation de confiance.

*Page 44* - L'effet boule-de-neige est le phénomène dont est victime un pays lorsqu'il emprunte à un taux d'intérêt réel supérieur à son taux de croissance.

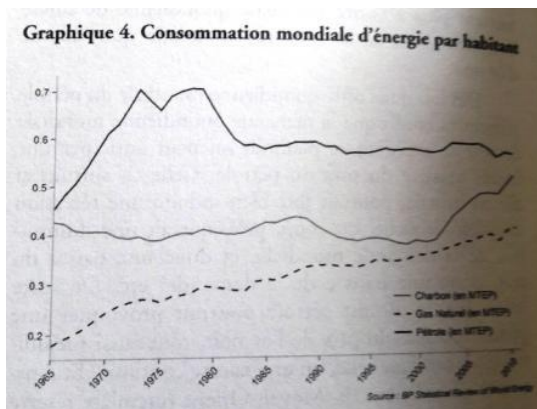
*Page 48* - Il faut rappeler que *le privé* en Europe est bien plus lourdement endetté que le public : 140 % du PIB européen, contre 88 % pour la dette publique en 2011.



Graph 3 p 48

Page 65 - Etant construite elle aussi sur des dogmes, la zone euro s'effondrera peut-être comme l'URSS.

Page 81 - Au cours du dernier siècle, une part considérable de la croissance économique des pays industrialisés était essentiellement due à une hausse de la consommation d'énergie fossile par habitant. Sur 3 % d'augmentation moyenne du PIB au cours des 30 glorieuses, environ 2 % provenaient de l'accroissement de consommation de pétrole, charbon et gaz ; 1% seulement du progrès technique de la « révolution managériale » des années 1990, du stress au boulot, etc.



Graph 4 p 82

Page 83 - Saigner les fonctionnaires espagnols qui survivent déjà avec moins de 1000 € par mois pour faire revenir la « fée confiance » ? Doublement inutile, d'abord parce que le problème provient des banques et non de la fonction publique. Ensuite parce que la baisse des profits et l'atonie de la croissance ont certainement davantage partie liée avec la contrainte énergétique qu'avec l'éventuelle glotonnerie des fonctionnaires.

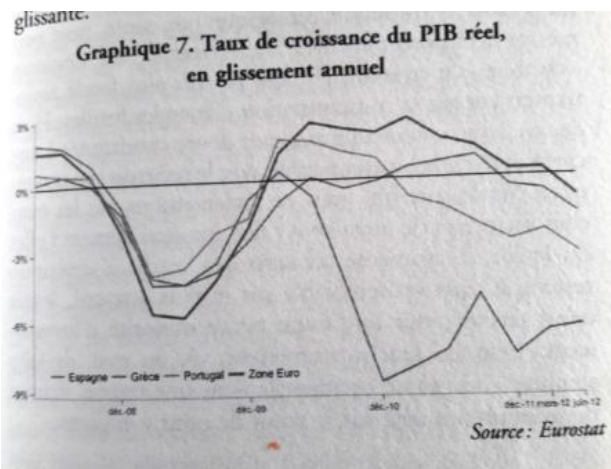
Page 91 – Et l'agriculture ? Un réaménagement du territoire avec des petites villes très denses et des coûts de transport élevés, cela implique de revaloriser la poly-agriculture autour de tous les centres urbains.

Page 99 - *Le mysticisme bancaire.* Commençons par remarquer qu'une banque est parfaitement autorisée à prêter de la monnaie qu'elle n'a pas dans ses comptes, et que, par conséquent, elle en crée dans l'instant même où elle la prête.

Page 101 - Une banque se distingue donc des autres institutions financières par le fait qu'elle est seule à disposer du pouvoir de création monétaire.

Page 103 - Les contraintes de réserve de liquidité et de capital affectent par conséquent la rentabilité d'un prêt mais non la quantité de prêt qu'une banque peut accorder.

Page 111 - *Le mensonge structurel par omission...* Le pire qu'une banque puisse craindre c'est que ses clients cèdent tous simultanément à la panique et retirent ensemble leur fonds. Comme ladite banque aura inévitablement prêté davantage que ce qu'elle détient effectivement, elle sera immédiatement ruinée et ses derniers clients seront ruinés avec elle.



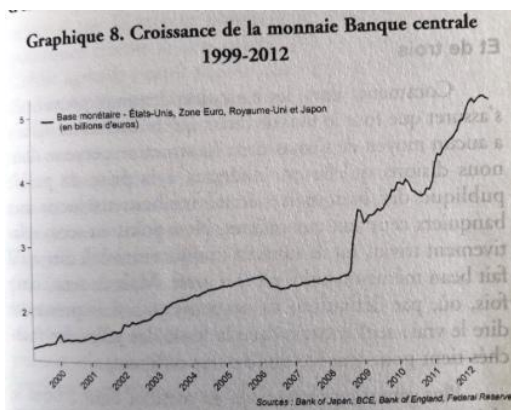
Graphe 7 p 125

Page 126 - La croissance mondiale du dernier demi-siècle ne reviendra pas quelles que soient les politiques budgétaire et monétaire mises en œuvre. A moins que... nous ne nous engagions résolument dans la transition écologique, qui seule peut permettre nos économies de retrouver un nouveau chemin de croissance, qui ne soit plus fondé majoritairement sur la consommation d'énergies fossiles.

Page 127 - Jusque dans les années 1970, quasiment aucune banque centrale n'était indépendante de ses institutions étatiques de rattachement. Aujourd'hui encore, la BCE est la seule banque centrale au monde à revendiquer aussi formellement et avec tant d'insistance son indépendance à l'égard du pouvoir politique.

Page 129 - L'idée qu'il vaut mieux que le politique délègue à la banque centrale le mandat exclusif de lutter contre l'inflation. Ce qui suppose d'accorder à cette dernière une indépendance à l'égard du politique.

Page 130 - De cette manière, pense-t-on, le « *biais inflationniste* » auquel les pauvres gouvernements politiques sont condamnés disparaît. Là où aucun gouvernement ne peut espérer être crédible, les banquiers centraux, eux, peuvent l'être...



Page 131

Page 132 - Comment les banquiers centraux peuvent-ils s'assurer que tout le monde croira qu'ils disent vrai ? Il n'y a aucun moyen de s'en assurer... Par définition, ils ne peuvent jamais prétendre dire le vrai : seulement ce que la foule des salles de marché tient pour vrai (ce qui est très différent !).

... Dès lors qu'une banque pèse aussi lourd qu'un Etat, l'impossibilité pratique de cette banque à dire la vérité sur son bilan de santé déteint sur l'Etat lui-même.

*Page 137* - La transition écologique peut constituer, au moins jusqu'à la fin de ce siècle, le véritable projet collectif qui manque si cruellement à nos sociétés financiarisées.

*Page 138* - Ce qui distingue un esclave d'un salarié, c'est d'être la propriété de son maître.

... Le commerce international de la prostitution est aujourd'hui le troisième marché mondial illégal derrière celui des armes et de la drogue.

... Karl Polanyi (économiste hongrois) identifiait trois types de biens dont nous devrions renoncer à faire des marchandises relevant de la propriété privée : le travail, la terre et la monnaie.

*Page 139* - Un bien n'est pas public ou privé seulement en fonction de ses qualités intrinsèques, mais par une *décision politique* de la collectivité.

*Page 140* - De manière significative, les documents fondateurs de l'Union européenne n'utilisent jamais le lexique des biens publics, ni celui des services publics. Ils préfèrent employer le vocabulaire du service d'intérêt général, ou du service économique d'intérêt général, ce qui laisse la place pour une production privée sous la contrainte d'un cahier des charges fixé par les autorités européennes.

Les énergies fossiles constituent, elles aussi, un réservoir de ressources qui, pour l'instant, font l'objet d'un accaparement privé *mais dont nous pourrions décider de faire des ressources communes*.

*Page 142* - Les travaux empiriques de Elinor Ostrom et de Charlotte Hess montrent que *les communs* ne sont pas des « biens » au sens matériel du terme, mais plutôt des systèmes de règles régissant des actions collectives, des modes d'existence et d'activités des communautés.

*Page 143* - Deux qualités, au moins, caractérisent la monnaie : d'une part son pouvoir libérateur qui m'autorise à acheter n'importe quoi, n'importe quand ; de l'autre, la possibilité d'emprunter à l'avance de la monnaie sur la foi d'une promesse de richesse que je n'ai pas encore. La première qualité s'identifie à la *liquidité*, la seconde *au crédit*.

*Page 145* - On peut relire la construction européenne comme une vaste tentative pour *privatiser l'accès au crédit* : d'abord en décidant de l'indépendance de la banque centrale, qui permet de la tenir à l'écart des autorités en charge du bien public ; ensuite, en laissant le pouvoir de création monétaire aux banques commerciales ; et en laissant se développer des marchés dérégulés ; enfin, en inscrivant une inflation supérieure à 2 % par an au rang de premier fléau, dont le combat est supposé primer sur toute autre considération.

... L'inflation nuit essentiellement aux détenteurs d'actifs nominaux (les rentiers). Il convient de les ménager car ce sont les profits des détenteurs d'actifs qui font la prospérité d'une économie.

*Page 155* - Un marché, contrairement à ce que voudrait un certain imaginaire néolibéral, est une construction sociale, avec des règles (bonnes ou mauvaises). A l'évidence les règles qui entourent l'émergence du prix du carbone en Europe aujourd'hui, ne sont pas assez contraignantes.

*Page 162* - Ces obligations « vertes » seraient émises, par exemple, par la Banque européenne d'investissement pour les grands projets d'infrastructure européens et par des institutions, existantes ou à créer, pour les déclinaisons nationales du plan de transition.

*Page 166* - *Comment gouverner les communs européens ?*

Ce que nous avons à construire en Europe c'est une catégorie tierce, - *les communs* -, en aménageant des règles qui ne relèvent ni exclusivement du droit de la propriété privée, ni du droit public des États membres, mais d'un droit *communautaire*.

*Page 166* - Au contraire, le *commun* résulte de la construction d'un cadre réglementaire et d'institutions démocratiques qui organisent la réciprocité afin d'éviter les comportements de type « passager clandestin » ou la passivité des usagers des « guichets » de l'Etat.

*Page 170* - La justice sociale serait inefficace et aurait à être conquise aux dépens de l'efficacité ! La ligne de fracture entre droite et gauche passerait à l'endroit où ces deux sensibilités politiques placent le curseur entre équité et efficacité.

*Page 171* - La réciprocité n'est donc pas seulement affaire d'équité sociale, mais aussi d'efficacité économique.

*Page 187* - Ce fantasme, c'est celui que les marchés pourront financer non seulement les grands groupes industriels, mais aussi les particuliers et les PME.

*Page 188* - Aujourd'hui, il est faux de prétendre que ce sont les marchés financiers qui financent les activités des banques de commerce traditionnelles.

*Page 189* - Cette garantie fait *gagner* au moins 2 niveaux de *rating* aux banques et leur permet, par conséquent, de se financer à moindre coût... Pourquoi, en effet, les produits des banques devraient-ils être distribués à leurs actionnaires, et leurs pertes assumées par les contribuables ?

...La *New Economics Foundation* estime à 52 milliards d'euros pour les banques britanniques le montant de la rente moyenne qu'elles perçoivent, *chaque année*, grâce à la garantie de l'État ; 48 milliards pour les banques françaises, et 32 pour les allemandes.

Pour les grandes banques françaises... 6 Mds pour BNP Paribas, 12 Mds pour le Crédit Agricole, 5 Mds pour la Société générale, 24 Mds pour le groupe BPCE... Ces montants astronomiques sont à comparer aux 18 Mds de profits réalisés en moyenne chaque année entre 2005 et 2010 par les trois premiers établissements et aux 11 Mds d'impôts acquittés en 2010 par l'ensemble des banques françaises.

*Page 194 - Le gigantisme bancaire* Qu'une Banque puisse afficher un rendement sur fonds propres de 15 % par an (25 % dans le cas de PNB Paribas en 2007) dans une économie dont le taux de croissance moyen sur la décennie 2000 est de 0,8 %, est un non-sens.

*Page 195* - Le bilan de la première banque française a connu une augmentation de 34 % entre 2007 et 2010, en plein *krach* des crédits *subprime*. Pourquoi cette course au gigantisme ?

*Page 198* - Le manque à gagner pour les finances publiques françaises, dû à l'évasion fiscale organisée par les banques, a été évalué par la Cour des comptes à 30 milliards d'euros par an.

*Page 199* – Une BCE dont le mandat serait révisé, de manière à lui fixer comme priorité le financement de la transition écologique et l'emploi, et non plus la lutte contre l'inflation.

La préservation de la monnaie comme *commun* n'exige-t-elle pas, en effet, que la collectivité puisse avoir un droit de regard sur toutes les activités financières, et sur les règles qui y président ?

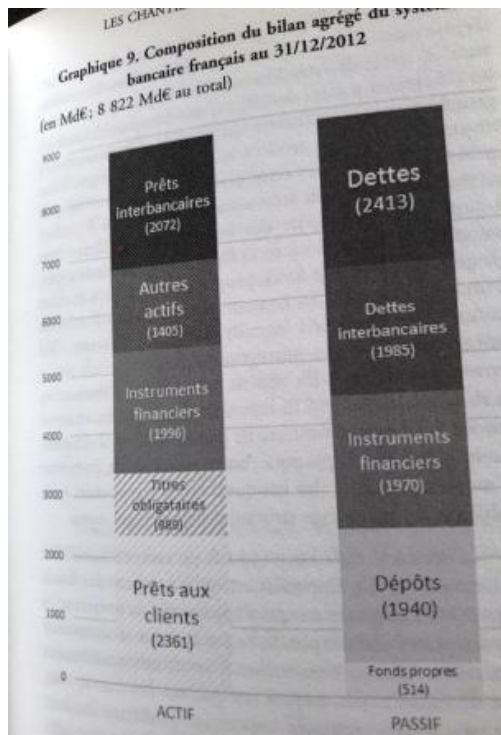


Tableau 9 p 201

*Nota : 8 822 Mds d'euros, c'est 4 fois le PIB annuel français !*

Page 217 – La convergence économique de la zone Euro n'est donc possible, à priori, qu'à condition que les salariés n'appartenant pas au groupe des pays les plus performants consentent à travailler plus et mieux *tout en gagnant moins*.

Entre 2001 et 2008, le coût unitaire du travail (l'évolution nominale des salaires corrigé par les gains de productivité du travail) allemand a régressé de 7 %, alors que celui des salariés français progressait de 7 %, tandis que les pays dits *périphériques* le voyaient croître d'environ 14 % en moyenne (source BCE).

...Aujourd'hui, le projet de contraindre les populations du Sud (France comprise) à une *dévaluation interne* revient à leur imposer la concession « travailler plus pour gagner moins » qu'ils ont refusée depuis l'entrée dans la zone euro.

Page 223 - C'est donc bien la monnaie unique, et elle seule, qui rend fructueuse (pour l'Allemagne) sa politique de déflation salariale, laquelle pénalise l'ensemble de la zone euro.

Page 226 - S'il est vrai que la zone euro actuelle ne peut pas survivre à moins d'un saut fédéral dont on n'aperçoit guère, pour l'instant, comment il pourrait avoir lieu, s'il est vrai que l'euro-monnaie-commune serait une bien meilleure affaire pour toute l'Europe (à l'exception, à court terme, de l'Allemagne), alors, nous devons pouvoir engager un débat transparent et démocratique sur cette question.